

REGIME DES CHEMINS DE FER EN TEMPS DE GUERRE.

RESUME DES TEXTES ORGANIQUES.

1- Loi du 3 Juil-
let 1877.

L'article 1^{er} de la loi du 3 Juillet 1877 "Relative aux Réquisitions militaires" pose dans les termes ci-après le principe général des Réquisitions :

"En cas de mobilisation partielle ou totale de
"l'armée, le Ministre de la Guerre détermine l'époque où
"commence, sur tout ou partie du territoire français,
"l'obligation de fournir les prestations nécessaires pour
"suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'appro-
"visionnement de l'armée".

Le titre VI de la loi (art. 29 à 34) est spéciale-
ment consacré aux "Réquisitions relatives aux Chemins de
fer".

- Les Compagnies de Chemins de fer sont tenues de mettre
à la disposition du Ministre de la Guerre toutes les
ressources en personnel et matériel qu'il juge nécessai-
res pour assurer les transports militaires.

- Le personnel et le matériel ainsi requis peuvent être
indifféremment employés sans distinction de réseau sur
toutes les lignes dont il peut être utile de se servir
tant en deçà qu'au-delà de la base d'opérations (art. 29).

- L'autorité militaire peut aussi se faire livrer par
les Compagnies, sur réquisition, le combustible, les
matières grasses et autres objets nécessaires pour le
service des chemins de fer en campagne (art. 30).

- Les dépendances des gares et de la voie, y compris les
bureaux et fils télégraphiques.....doivent également
être mis sur réquisition à la disposition de l'autorité
militaire (art. 31).

*orig. de l'ancien
à la Poudral
le 27/1/19
(pour info)
à M. le Préfet
avec la circulaire
contenant la loi
à réviser voir)*

- Les transports commerciaux cessent de plein droit sur les lignes ferrées situées au-delà de la station de transition fixée sur la base d'opérations. Cette suppression ne donne lieu à aucune indemnité (art. 33).

L'article 32 indique que ces réquisitions seront exercées conformément aux articles 22 et suivants de la loi du 13 Mars 1875 remplacés depuis par la loi du 28 Décembre 1888 et donneront lieu à des indemnités qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (Décret du 2 Août 1877).

Il résulte de ces textes fondamentaux que, en droit comme en fait, le chemin de fer est l'objet d'une réquisition totale par la Guerre, tout comme une usine, une mine ou tout autre établissement réquisitionné. Il passe tout entier, installation, matériel et personnel dans les mains de l'Etat qui en assure la gestion même par l'organisation des Commissions et Sous-Commissions de Réseau et de gares. Il devient temporairement un véritable établissement de l'Etat et, logiquement, cette situation devrait imposer à l'Etat l'obligation d'en assurer l'existence, c'est-à-dire d'en couvrir les dépenses pendant la durée de la guerre.

II-Loi du 28 Décembre 1888 - Décrets du 5 Février 1889.

La loi du 28 Décembre 1888 modifie les articles 22 à 27 (service militaire des chemins de fer) de la loi du 13 Mars 1875 "relative à la constitution des cadres et des effectifs de l'armée active et de l'armée territoriale". Elle dispose que :

- En temps de guerre le service des chemins de fer relève tout entier de l'autorité militaire.

- Le Ministre de la Guerre dispose des Chemins de fer dans toute l'étendue du territoire national non occupé par les armées d'opération.

- Le Commandant en Chef de chaque groupe d'armées ou armée en dispose dans la partie du territoire assignée à ses opérations.

La loi de 1888 prévoit les Commissions de Réseau, les Sections de Chemins de fer de Campagne, les Délégations des Chemins de fer auprès du Service des Chemins de fer aux armées. Le Décret du 5 Février 1899 sur l'organisation militaire du service des chemins de fer règle plus en détail les mêmes questions.

III - Décret du
2 Août 1877.

Le règlement d'administration publique (décret du 2 Août 1877) prévu par la loi de 1877 dispose que :

- Les transports en deçà de la base d'opérations⁽¹⁾ sont ordonnés par le Ministre de la Guerre et exécutés par les Compagnies. Les transports au-delà de la base d'opérations sont ordonnés par le Général en Chef et sont exécutés par les soins de la Direction militaire des Chemins de fer de Campagne à l'aide d'un personnel organisé militairement et d'un matériel fourni par les Compagnies (art. 58).

- Les transports militaires en deçà de la base d'opérations sont payés conformément aux stipulations du Cahier des Charges et, à défaut, à la moitié du tarif normal (art. 59).

- La réquisition totale du Chemin de fer donne au Ministre (ou au Commandant en Chef) le droit d'utiliser les dépendances des gares et de la voie et les fils télégraphiques sans que cet emploi donne lieu à aucune indemnité nouvelle (art. 59).

- Au-delà de la base d'opérations, il n'est dû aux Compagnies pour les transports effectués sur leur réseau que

(1) - On dirait aujourd'hui de la ligne de démarcation entre la zone de l'intérieur et celle des armées.

la taxe de péage (art. 61). Les machines, voitures et wagons des Compagnies dont la direction militaire des Chemins de fer de Campagne peut avoir besoin donnent lieu à une indemnité de location. (Art. 62).

L'article 64 du décret règle le calcul du prix des combustibles, matières grasses ou autres réquisitionnées.

En résumé, le règlement d'administration publique prévu par la loi de 1877 comme devant régler l'indemnité due aux Chemins de fer pour la réquisition concevait :

Une zone de l'intérieur exploitée par les Compagnies qui effectueraient les transports de la guerre à des prix à fixer.

Une zone des armées exploitée directement par la Direction des Chemins de fer aux armées au moyen de troupes de chemins de fer (équivalentes aux Sections de Chemins de fer de Campagne créées plus tard) et moyennant péage et location de matériel aux Compagnies intéressées.

NOTA. - Le traité du 12 Juin 1898 "pour les transports effectués pour le compte de l'Administration de la Guerre sous le régime de la réquisition" et le Règlement du 2 Avril 1903, modifié par divers Avenants ou annexes, pour l'application du dit traité, ont réglé la question des prix de transport sur le Réseau des Compagnies et sont substitués aux stipulations du Cahier des Charges visées à l'article 59 du Décret de 1877.